

France/Polémique sur la sécurité

Hollande et Valls font bloc pour soutenir le ministre de l'Intérieur

AFP
Paris/France

C'est sur le terrain judiciaire que devrait se prolonger la controverse en cours.

LE président français et son Premier ministre ont fait bloc hier pour soutenir leur ministre de l'Intérieur, fragilisé par des accusations sur des manquements à la sécurité lors de l'attentat meurtrier du 14 juillet à Nice.

"C'est une polémique purement politique" visant "à déstabiliser le gouvernement", a dénoncé Manuel Valls sur les médias RMC/BFM TV, en ciblant le patron de la droite niçoise, Christian Estrosi, ex-maire de la ville très critique à l'égard du pouvoir.

"C'est la justice" qui doit établir la vérité et "personne d'autre", a renchéri le président François Hollande, en promettant à nouveau la "transparence" sur le dispositif de sécurité établi le 14 juillet.

Ce soir-là, un Tunisien de 31 ans, Mohamed Lahouaiej Bouhlel, a fauché des centaines de personnes avec un camion de location de 19 tonnes sur la Promenade des Anglais, le front de mer emblématique de Nice. Bilan : 84 tués et plus de 350 blessés. Et depuis des questions sans réponse se sont multipliées sur le dispositif de sécurité mis en place pour empêcher tout véhicule de pénétrer sur cette large avenue.

La controverse est alimentée par deux rapports : le premier, fait par la police municipale de Nice, affirme que le camion du jihadiste est monté sur le trottoir de la Promenade des Anglais sans "aucune présence policière". Le second, de la police nationale, assure que le camion a voulu éviter un "barrage" de policiers nationaux "isolant le périmètre piéton".

Dès le lendemain de l'attentat, Manuel Valls avait affirmé qu'il n'y avait aucune "faille" à reprocher aux forces de l'ordre pour



Photo : AFP

Le président François Hollande (au centre) et son Premier ministre Manuel Valls (à gauche) affichent leur solidarité à l'égard du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, ébranlé par les accusations portées à son encontre.

la sécurisation des familles venues assister à un feu d'artifice au terme duquel le tueur tunisien a fauché des centaines de personnes.

RAPPORT ATTENDU. Pilier de l'exécutif depuis les attentats de janvier 2015, Bernard Cazeneuve, 53 ans, apparaît ébranlé par les accusations portées à son encontre. Dimanche soir encore, il est intervenu sur une chaîne de télévision pour défendre son honneur, assurer avoir

"fait de la rigueur une boussole dans la vie politique". C'est "un homme intègre, un homme d'Etat, un ministre de l'Intérieur formidable", a martelé hier Manuel Valls.

Dernier rebondissement en date alimentant la polémique : la chef du service de police municipale pilotant la vidéosurveillance à Nice, Sandra Bertin, a accusé le ministère de l'Intérieur d'avoir fait pression sur elle lors de la rédaction de son rapport sur ce

qu'elle a vu sur les écrans de contrôle.

Hier, son avocat a saisi le procureur de Nice d'éléments attestant, selon sa cliente, de la pression exercée à son encontre pour obtenir un rapport confirmant une présence suffisante de policiers nationaux sur La Promenade des Anglais le jour du drame.

Dans le passé, Sandra Bertin a souvent affiché sur son compte Twitter son soutien à Christian Estrosi, un compte fermé dans la nuit de dimanche à hier. De son côté, Bernard Cazeneuve a annoncé sa volonté de porter plainte en diffamation contre la policière.

"Il faut que tout cela cesse (...) Cette idée que l'Etat chose à cacher, alimente le doute, fracture le pays", s'est agacé hier Manuel Valls.

Un rapport de la police des polices est attendu dans les jours à venir sur la sécurité à Nice le soir du 14 juillet.

Allemagne/Attentats

Le pays ébranlé par quatre attaques coup sur coup

AFP
Berlin/Allemagne

Attentat-suicide revendiqué par l'Etat islamique près d'un festival de musique, attaque à la hache, fusillade sanglante à Munich ou encore agression à la machette : l'Allemagne a vécu une série de tragédies qui ont mis les nerfs de la population et du gouvernement à vif.

24 juillet : attentat suicide

Un réfugié syrien de 27 ans, débouté de sa demande d'asile, se fait exploser dans la soirée dans le centre d'Ansbach, une ville de 40 000 habitants en Bavière (sud), à proximité d'un festival de musique en plein air devant accueillir 2 500 personnes. Il est tué dans la déflagration, tandis que quinze personnes sont blessées, dont quatre grièvement mais aucune des victimes n'est

en danger de mort. Sur une vidéo en arabe retrouvée sur son téléphone portable, il "a explicitement annoncé (agir) au nom d'Allah, a fait allégeance (au chef du groupe EI), Abou Bakr al-Bagdadî (...) et annoncé expressément une vengeance contre les Allemands qui se mettent en travers de la voie de l'islam", a indiqué hier le ministre régional de l'Intérieur de Bavière.

Peu après, l'agence Amaq, un organe de propagande de l'organisation extrémiste, a affirmé que l'auteur de l'attentat était l'un de ses "soldats". Le demandeur d'asile, qui faisait l'objet d'une mesure d'expulsion vers la Bulgarie, avait effectué des séjours en hôpital psychiatrique et était suicidaire. Il a cherché en vain à pénétrer dans l'enceinte du festival et s'est fait exploser peu après.

24 juillet : attaque à la machette



Photo : AFP

Les Münichois se recueillant hier devant le centre commercial où un jeune Germano-Iranien a tué 9 personnes le 22 juillet.

Un réfugié syrien de 21 ans tue au cours d'une dispute une Polonaise de 45 ans d'un coup de machette dans un petit restaurant de la ville de Reutlingen (sud-ouest) et s'enfuit en courant, blessant d'autres personnes sur son passage et créant un mouvement de panique.

Il est finalement interpellé après avoir été délibérément renversé par une voiture. Selon la police il s'agit d'un drame passionnel.

22 juillet : fusillade à Munich

David Ali Sonboly, un Germano-Iranien de 18 ans obsédé par les tueries de masse, tue neuf personnes, des adolescents et jeunes adultes pour la plupart, près d'un centre commercial de Munich. Il souffrait de troubles psychiatriques. Il avait préparé son coup depuis un an. Un de ses amis de 16 ans a été interpellé, la police le soup-

çonne d'avoir été informé du projet de carnage et de n'en avoir rien dit.

La fusillade a semé un vent de panique dans la ville car la police a pensé pendant plusieurs heures qu'un commando terroriste était à l'œuvre. Quelque 2 300 policiers ont été déployés.

18 juillet : attentat à la hache

Un jeune demandeur d'asile de 17 ans, affirmant être afghan, agresse les passagers d'un train, des touristes de Hong Kong, à coups de hache et de couteau près de Wurtzbourg puis s'en prend à une femme promenant son chien dans la rue. Cinq personnes sont blessées. Il est tué par la police un peu plus tard. Il a revendiqué son acte, dans une vidéo enregistrée au préalable, au nom du groupe Etat islamique (EI). La police pense qu'il pourrait être en fait pakistanais.

Congo/Politique

L'opposant Paulin Makaya condamné à deux ans de prison ferme

AFP
Brazzaville/Congo

L'OPPOSANT congolais Paulin Makaya, chef d'une petite formation politique, a été condamné hier à deux ans de prison ferme pour "incitation aux troubles à l'ordre public" après avoir organisé et participé à une manifestation non autorisée. "Le tribunal déclare Pau-

lin Makaya coupable du délit mis à sa charge et le condamne à vingt-quatre mois d'emprisonnement ferme et à payer 2,5 millions de FCFA d'amende", a déclaré Valérien Endenga, président de la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Brazzaville. Ses avocats ont aussitôt rejeté ce verdict, le qualifiant de jugement "injuste et illégal". "Nous allons faire appel conformément

aux dispositions du code de procédure pénale et l'affaire sera transmise à la juridiction d'appel pour y être de nouveau jugée", a déclaré à l'AFP Me Yvon Eric Ibouanga.

Président d'une petite formation d'opposition, "Unis pour le Congo" (UPC), M. Makaya était considéré comme un "détenu politique" par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme. Pour Eloi Destin

Sikoula, un militant de l'UPC, M. Makaya "a été condamné juste pour faire plaisir au pouvoir".

Les autorités congolaises l'ont accusé d'avoir organisé et participé en octobre 2015 à une manifestation non autorisée contre le référendum constitutionnel ayant permis au chef de l'Etat Denis Sassou Nguesso de se présenter à la présidentielle de mars qu'il a remporté.

Fin juin, le ministère public avait requis cinq ans de prison ferme et cinq millions de francs CFA, d'amende contre ce membre de l'opposition. Proche de feu Bernard Kolélas, éphémère Premier ministre pendant la guerre civile de 1997 qui ramena M. Sassou Nguesso au pouvoir, M. Makaya était rentré au Congo fin 2014 après 17 ans d'exil.

L'Afrique en bref

• Madagascar/Incendie. 38 morts dans le centre du pays

Trente-huit personnes, dont 16 enfants, ont péri ce week-end dans l'incendie accidentel d'une maison lors d'une pendaison de crémaillère dans le centre de Madagascar, a indiqué hier la gendarmerie.

• Mali/Accident. Crash d'Air Algérie : les pilotes peu formés

Les pilotes espagnols aux commandes de l'avion d'Air Algérie qui s'était écrasé en juillet 2014 au Mali, faisant 116 morts, n'étaient pas formés aux manœuvres qui auraient pu éviter le drame, a dénoncé hier le principal syndicat de pilotes espagnol.

• Mauritanie/Sommet. La Ligue arabe a minima

Un sommet réduit - seuls six chefs d'Etat se sont joints à leur homologue mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz - de la Ligue arabe s'est ouvert hier à Nouakchott, en Mauritanie, sur fond de divisions face aux crises persistantes dans la zone.

A travers le monde

• Afghanistan/Violences. Plus de 5 000 victimes en 6 mois !

L'Onu a comptabilisé un "nombre record" de morts et blessés en Afghanistan au premier semestre 2016, témoignant de la dégradation régulière de la sécurité dans ce pays, dont les enfants payent le prix fort.

• Irak/Attentat. Au moins 12 morts au nord de Bagdad

Un kamikaze a fait exploser hier une voiture piégée près d'un barrage bondé au nord de la capitale irakienne Bagdad, faisant 12 morts, ont indiqué des responsables de la sécurité et de la santé.

• Syrie/Conflit. 19 civils tués à Alep



Photo : AFP

Au moins 19 civils ont été tués hier par des bombardements dans la province syrienne d'Alep (nord), la majorité par des frappes sur des zones rebelles, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).